



Naufrage en Grèce : les morts sont en mer mais les assassins sont à la tête des États européens

Une semaine après le naufrage en Méditerranée d'un navire transportant plus de 600 migrants, la vraie débauche de moyens humains et matériels pour aller à la rescousse d'une poignée de riches, dont des hommes d'affaires en mal d'aventures à 250 000 euros la place, dans le sous-marin Titan, apparaît comme totalement indécent. Lorsqu'il s'agit de milliardaires, la société capitaliste a des moyens ! Mais pas pour les milliers de travailleurs et travailleuses morts depuis des années en Méditerranée en fuyant la guerre et la misère, à cause du refus des gouvernements européens d'ouvrir les frontières. Aujourd'hui, l'agence européenne Frontex, chargée de la surveillance des frontières, accuse la Grèce de porter la responsabilité de la catastrophe. Une dénonciation cynique, car c'est la politique de l'Union européenne que la Grèce applique, comme tous les pays frontaliers de l'espace Schengen

Les meurtriers dirigent l'UE

Ce sont les gouvernements européens qui rendent les routes de plus en plus dangereuses, surveillées, impraticables pour les exilés. Frontex met tous les moyens en œuvre pour les repousser loin des eaux territoriales de l'Europe et refuser de les secourir en mer. Y compris en pactisant avec les régimes despotiques les plus divers. C'est ainsi que Giorgia Meloni, cheffe du gouvernement d'extrême droite italien, a rendu visite en juin à Kaïs Saïed, président-dictateur en Tunisie et au maréchal Haftar, un des seigneurs de la guerre en Libye, pour négocier le prix de la sous-traitance des camps d'internement pour les réfugiés en Libye.

Nous sommes tous et toutes des immigrés

Celles et ceux qui sont morts en tentant de passer en Europe, poussés par la guerre, la misère, les catastrophes écologiques et l'espoir d'un avenir meilleur sont nos frères et sœurs. Qui d'entre nous ne connaît pas un aïeul, un collègue, un parent, un proche, qui a rompu tous ses liens avec son pays, sa ville ou son village, en quête d'un avenir meilleur, sous la menace de la guerre, de la faim, des persécutions ? C'était hier, ou c'était avant-hier. Nous sommes tous et toutes des immigrés ou des enfants d'immigrés. Accueillir toutes les personnes qui le demandent, ouvrir les frontières, c'est un droit humain et devrait aller de soi !

Oui, nous pourrions « accueillir toute la misère du monde » !

Le seul budget annuel de Frontex atteindra 845 millions en 2023 ! Dans le même temps, les budgets militaires explosent et atteignent plusieurs centaines de milliards dans toute l'Europe, autre conséquence meurtrière des frontières et de la concurrence acharnée



entre grands capitalistes. Et il n'y aurait pas de quoi développer des infrastructures d'accueil décentes, des services utiles à tous ? Cet argent-là n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan des profits qu'il sert à protéger : en France, les seuls actionnaires des entreprises du CAC 40 ont encaissé 68 milliards de dividendes l'an dernier ! Que dire de l'immensité du gâchis et de la misère que ce système répand ? Un système absurde qui, pour se maintenir, doit découper des frontières entre les peuples alors qu'ils produisent et consomment en commun des marchandises qui circulent déjà librement.

Mettre fin à ce monde de misère !

Macron, Darmanin et tous les autres veulent nous faire voir dans tout réfugié une bouche à nourrir ? Mais ils disent la même chose de nos anciens pour nous faire travailler deux années de plus ! C'est la même logique. Pas de frontières entre les démagogues xénophobes qui gouvernent ou qui postulent à gouverner ce système. Jusqu'à la gauche institutionnelle, dont la plupart des dirigeants sont restés silencieux lors de l'opération de déportation menée à Mayotte le mois dernier.

Exiger la liberté de circulation n'est pas simplement lutter pour un droit humain, c'est un devoir politique : les frontières tuent en mer, elles nous divisent ici même. Face au torrent de xénophobie déversé par en haut, il est d'autant plus impératif de nous rendre audibles et offensifs. Dans nos lieux de travail ou d'études, nous devons le rappeler haut et fort : nous sommes pour l'ouverture des frontières, car nous ne voulons pas nous laisser diviser entre travailleurs et travailleuses. C'est pourquoi nous rejoindrons tous les rassemblements qui auront lieu dans les semaines à venir pour dénoncer ces politiques criminelles.

Jusqu'au-boutiste !

En janvier, la direction a mis en place un plan d'attaque en règle contre nos conditions de travail à bus. Depuis le 1er mai, c'est le temps de travail journalier qui a augmenté d'une heure par jour pour un total de 7h28. Pas d'inquiétude nous disait-elle, rien ne changera pour les services plus courts que le temps réglementaire ! Mais la voilà qui aujourd'hui impose aux machinistes de rester en assurance par ici, ou de reprendre un bout de service par là pour aller au bout du temps exigé ! Va pour la chasse aux minutes de notre travail réel... à condition d'obtenir de tout aussi réelles augmentations de salaires !

Opération Greenwashing

À bus, la boîte continue sa course vers le passage au tout « véhicule propre » : la ligne de bus 117, exploitée et maintenue au dépôt de Créteil, va être totalement convertie à l'hydrogène d'ici 2024. On pourrait presque croire que la direction est devenue soucieuse de notre avenir sur cette planète... Perdu ! Elle ferme les yeux sur la qualité de l'air à l'intérieur du métro - qui a fait l'objet d'une plainte pour « tromperie aggravée et blessures involontaires » - ou encore sur les vieux bus réformés vendus de l'autre côté de la Méditerranée. On est encore loin du compte !

À ce prix-là, non merci !

Dans les ateliers comme dans les bus, la Régie a du mal à recruter. Il faut dire que dès qu'elle mentionne le salaire - bien moins joli et soigné que dans les publicités - les potentiels nouveaux embauchés ne s'attardent pas ! Dans les ateliers, c'est arrivé la semaine dernière à plusieurs personnes qui candidaient, et, à bus, ce sont même des nouveaux embauchés qui sont partis. Entre les horaires, les conditions de travail et l'inflation, c'est la goutte d'eau de trop !

Serait-ce un défi ?

Alors que la Coupe du monde de rugby approche, Castex claironne au micro des médias qu'ils sont « sereins » face aux différents préavis de grève. Il faut dire que les organisations syndicales n'ont pour l'instant pas appelé à la grève l'exploitation des métros et RER et sont allées jusqu'à annoncer qu'elles signeraient le protocole d'accord avec la direction pour augmenter la fréquence des transports. Oui à plus d'offre, mais pas à n'importe quelles conditions. Si on veut gagner cette compétition qui nous oppose à la direction, il faudra se battre pour imposer nos revendications !

Leurs économies nous coûtent cher !

Ces dernières semaines les pannes et les incidents se sont multipliés, en particulier dans le métro et au RER. On a tous vu et entendu ce qu'il s'est passé avec la ligne 4. Mais c'est la direction de la Régie qui est responsable de l'absence de personnel en gare ainsi que dans les trains, ce qui a rendu l'attente interminable pour de nombreuses et nombreux passagers. Vu le prix du ticket et du passe Navigo, les usagers sont en droit d'être scandalisés. Vu nos conditions de travail dans



les ateliers et les chantiers, pas question que la direction nous mette ça sur le dos !

Pendant ce temps, à la maintenance de la ligne 4...

Les travailleurs de la maintenance de la ligne se sont arrêtés de travailler la semaine dernière pour dénoncer une nouvelle entourloupe de la direction. Au lieu de travailler sur un seul matériel, ils doivent s'adapter à trois, ce qui nécessite des manipulations différentes. Pour que la direction reconnaisse leur travail et le rémunère à juste titre, ils demandent 50 euros par mois pour chaque matériel différent ! Ils ont bien raison de se montrer, ça donnera peut-être envie à d'autres de suivre l'exemple !

Arrête-toi c'est mieux !

Lors du dernier Schneider Electric marathon de Paris, les coureurs de la Régie ont eu le droit de porter un tee-shirt sur lequel il était écrit au dos « Si vous arrivez à me suivre vous êtes prêts à rejoindre le GPSR ». Ça a donné envie de se rouler dans la boue à plusieurs collègues !

Hors d'Ukraine les troupes de Poutine (et de son ami Prigojine) !

Chaos en Russie ! Coup de force contre Poutine, certes manqué, de Prigojine. Ce chef de Wagner, une boîte de dizaines de milliers de mercenaires, se retourne contre son ami Poutine. Cet ancien voyou, proxénète, capitaliste de la restauration, des médias puis de la guerre, a été aussi ami de Chirac et de Bush junior. Prigojine ne critique pas l'agression de Poutine contre l'Ukraine, il y a participé et critique juste ses succès. Que va faire Poutine ? Serrer encore la vis ? Mais probablement pas contre Prigojine – Poutine a trop besoin de voyous de cet acabit contre toutes celles et ceux qui dans les classes populaires ne veulent pas de cette guerre. Malgré la dure répression, c'est de là que peut surgir la vraie rébellion – qui est le cauchemar de Poutine, et notre espoir !

La police tue !

Ce mardi 27 juin à 8 heures, deux policiers ont tué au volant de sa voiture Naël M., un jeune de 17 ans.

Le NPA apporte toutes ses condoléances à sa famille et à ses proches, et exprime sa plus profonde colère face à ce meurtre policier. Nous exigeons vérité et justice ! Comme d'habitude les policiers prétextent la « légitime défense » et l'extrême droite surenchérit de fake news. Le nombre des victimes de la police est en hausse depuis la promulgation de la loi de 2017 qui a assoupli l'emploi des armes à feu pour les refus d'obtempérer. La police n'est pas là pour nous protéger, cette institution n'existe que pour maintenir l'ordre des Darmanin, Macron, et du patronat, leur commanditaire. Il est grand temps d'en finir avec cette institution et cette société qui la produit et ne porte que violences et misère pour la grande majorité de la population !

Retrouve le numéro 3 de Révolutionnaires auprès de tous nos militants !

